

1065

Mémorial



Memorial

DU

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 5 octobre 1912.

N^o 77.

Samstag, 5. Oktober 1912.

Instruction aux administrations communales concernant l'exécution de la loi du 10 août 1912, sur l'organisation de l'enseignement primaire.

La loi du 10 août 1912, sur l'organisation de l'enseignement primaire, a été l'objet d'appréciations erronées qui sont de nature à donner aux pères de famille une idée fautive de la tendance générale de la loi et de jeter la confusion jusque dans l'esprit de ceux qui sont appelés à coopérer à son exécution. Dans ces circonstances il y a lieu de mettre les autorités scolaires et les pères de famille en garde contre toute allégation qui, faisant violence au texte et à l'esprit de la loi, pourrait contribuer à en dénaturer le sens et la portée.

La nouvelle loi scolaire a été décrétée dans le seul but d'améliorer le système de notre enseignement populaire, de l'élever à la hauteur du progrès intellectuel, social et économique de l'époque et de mettre fin à la situation d'infériorité dans laquelle se trouve notre jeunesse à l'égard de celle des pays voisins. Dans cet ordre d'idées, le programme des matières et la durée de la scolarité ont dû être étendus et la tâche de l'instituteur, augmentée au surplus par la réorganisation des cours post-scolaires, a dû être allégée en vue de rétablir l'équilibre. Il est dès lors naturel qu'on ait déchargé l'instituteur d'un enseignement qui rentre dans le cadre de la mission des ministres du culte. Alléguer que, dans un esprit d'hostilité contre la religion, on ait défendu à l'instituteur, sous les peines les plus graves, de collaborer au cours de religion, lorsqu'en définitive on n'a fait que céder aux nécessités impérieuses du service, ce serait évidemment méconnaître, dénaturer les vraies intentions du législateur.

C'est de ce point de vue que les autorités scolaires doivent envisager la question. Elles

Rundschreiben an die Gemeindeverwaltungen, betreffend die Ausführung des Gesetzes vom 10. August 1912 über den Primärunterricht.

Das Gesetz vom 10. August 1912 über die Organisation des Primärunterrichtes hat zu Mißverständnissen Anlaß gegeben, welche dazu angetan sind, den Familienvätern einen irigen Begriff über den Zweck des Gesetzes zu geben und sogar Verwirrung unter jenen zu verursachen, welche dazu berufen sind, an seiner Ausführung mitzuwirken. Es ist daher angezeigt, die Schulbehörden und die Familienväter vor allen Aussagen zu warnen, welche den Wortlaut und den Geist des Gesetzes verdrehen und so dessen Sinn und Tragweite entstellen könnten.

Das neue Schulgesetz bezweckt, unseren Volkunterricht zu heben, denselben den geistigen, sozialen und wirtschaftlichen Bedürfnissen unserer Zeit anzupassen sowie der Rückständigkeit unserer Jugend zu steuern. Deshalb haben Unterrichtsstoff und Unterrichtszeit eine Erweiterung erfahren müssen. Die Arbeit des Lehrers, die außerdem noch durch die Neugestaltung der Fortbildungskurse gesteigert wurde, mußte anderseits erleichtert werden. Unter solchen Verhältnissen war es selbstverständlich, daß der Lehrer von einem Unterrichte entbunden wurde, der zur Berufstätigkeit der Geistlichen gehört. Wenn nun behauptet wird, aus Haß gegen die Religion sei dem Lehrer unter Androhung der schwersten Strafen die Mitwirkung am Religionskursus untersagt worden, während in Wirklichkeit dadurch nur den dringendsten Bedürfnissen des Schulbetriebes Rechnung getragen wurde, so kann hierin nur eine offenkundige Verkennung und Entstellung der wahren Absichten des Gesetzgebers liegen.

Auf diesen Standpunkt müssen die Schulbehörden sich stellen, um die Sachlage richtig zu

se pénétreront de cette pensée que par rapport à l'instruction et à l'éducation religieuses, il n'y a de changé qu'une chose, c'est que dorénavant le ministre du culte seul est chargé du cours de religion et que l'instituteur n'a plus à y collaborer, c'est-à-dire que le dernier est dispensé de faire répéter le catéchisme et d'enseigner la bible. Cela ne veut pourtant pas dire qu'il puisse se désintéresser de l'éducation religieuse et morale de l'enfant. Aussi l'art. 22 prescrit-il formellement que l'enseignement primaire doit tendre à faire acquérir aux enfants les connaissances nécessaires et utiles, à développer leurs facultés intellectuelles et à les préparer à la pratique de toutes les vertus *chrétiennes*, civiques et sociales.

Notre instruction du 18 août 1912 met cette disposition en relief en disant que l'instituteur parlera aux enfants des choses de la religion toutes les fois que l'occasion s'en présentera, sans cependant que l'enseignement des branches profanes se trouve relégué au second plan par des excursions démesurées dans le domaine des doctrines religieuses. D'autre part, il est tenu de respecter les convictions religieuses des parents des enfants. La nouvelle loi scolaire est formelle à cet égard. L'art. 22 porte en effet que l'instituteur s'abstiendra d'enseigner, de faire ou de tolérer quoi que ce soit qui puisse être contraire au respect dû aux opinions religieuses d'autrui.

Notre instruction du 18 août 1912 est très explicite à ce sujet. Elle contient sans restriction aucune les déclarations suivantes:

« Il n'y aura pas antinomie entre l'enseignement religieux et l'enseignement profane. Comme par le passé, l'instituteur et le ministre du culte devront contribuer, chacun dans sa sphère d'action, à l'éducation de l'enfant et ce en parfaite harmonie d'idées et d'aspirations, en s'inspirant du texte et de l'esprit de la loi qui prescrit à l'un et à l'autre de préparer les enfants à la pratique de toutes les vertus chrétiennes, civiques et sociales. L'instituteur qui contredirait à l'enseignement du ministre du culte se mettrait en opposition non seulement avec les convictions des familles, mais aussi avec le texte formel de la loi qui place l'enseignement religieux et moral en tête

leuften en. In bezug auf die religiöse Belehrung und Erziehung der Jugend ist nur eine einzige Änderung eingetreten in Zukunft ist der Geistliche allein mit dem Religionsunterricht betraut der Lehrer ist vom Überhören des Katechismus und vom Bibelunterricht entbunden. Das ist nun aber keineswegs dahin zu deuten daß die religiöse und sittliche Erziehung des Kindes demselben gleichgültig sein darf. Art. 22 des Schulgesetzes bestimmt nämlich ausdrücklich als Zweck des Schulunterrichtes, „den Kindern die notwendigsten und nützlichsten Kenntnisse beizubringen, ihre geistigen Fähigkeiten zu entwickeln und sie zur Übung aller christlichen, bürgerlichen und sozialen Tugenden anzuleiten.“

In meinen Anweisungen vom 18. August 1912 habe ich die Tragweite dieser Verfügung ausdrücklich mit den Worten hervorgehoben, daß der Lehrer bei jeder Gelegenheit den Kindern von religiösen Dingen reden wird selbstverständlich ohne durch endlose Abschweifungen ins religiöse Gebiet den weltlichen Unterricht in den Hintergrund zu drängen. Andererseits muß er den religiösen Überzeugungen der Eltern seiner Schüler alle Achtung zollen. Das neue Schulgesetz läßt keinen Zweifel hierüber bestehen. Gemäß Art. 22 hat sich der Lehrer zu enthalten, irgend etwas zu lehren, zu tun oder zu dulden, was die religiösen Anschauungen Andersgläubiger verletzen könnte.

Bezüglich dieses Punktes können meine Anweisungen vom 18. August 1912 unmöglich klarer und bestimmter sein. In denselben heißt es:

„Das neue Gesetz wird keinerlei Widerstreit zwischen religiösem und weltlichem Unterricht heraufbeschwören. Nach wie vor sollen Lehrer und Geistliche, ein jeder in seinem Wirkungsbereich in ungestörtem Einklang der Ideen und der Bestrebungen an der Erziehung des Kindes mitwirken und sich dabei vom Wortlaute und vom Geiste des Gesetzes durchdringen, welches beiden vorschreibt, die Jugend zur Übung aller christlichen, bürgerlichen und sozialen Tugenden anzuleiten. Der Lehrer, welcher dem Unterrichte des Geistlichen widersprechen sollte, würde damit nicht nur mit den Überzeugungen der Familien sondern auch mit dem ausdrücklichen Wortlaute des Gesetzes in Widerspruch treten, das dem

du programme de l'école primaire. Il n'est pas admissible que l'instituteur puisse s'évertuer à démolir ce que le ministre du culte aura édifié en vertu de prescriptions légales. La loi ne saurait permettre à qui que ce soit de détruire d'une main ce qu'elle a élevé de l'autre.»

Il résulte de ces citations que l'école primaire, telle qu'elle sera organisée d'après la nouvelle loi, ne sera ni *neutre*, ni *antireligieuse*; elle sera par conséquent en parfaite harmonie avec l'esprit et les convictions des familles luxembourgeoises.

Si l'art. 26 accorde au père de famille le droit de faire dispenser son enfant du cours de religion, c'est en vertu du principe de la liberté de conscience garanti par notre Constitution. Il ne s'agit donc pas d'une innovation. Le droit du père de faire élever ses enfants dans les croyances et les pratiques religieuses qui pour lui sont les vraies, est incontestable et existerait même si cette disposition spéciale n'était pas inscrite dans la nouvelle loi. Ce texte ne porte pas non plus atteinte au caractère obligatoire du cours de religion, tel qu'il est déterminé par l'art. 23 de la loi.

L'instruction et l'éducation religieuses ne sont donc aucunement bannies de l'école par la législation nouvelle.

Au surplus, la loi du 10 août 1912 accorde au clergé une large part d'influence dans le régime de l'enseignement primaire. L'évêque ou son délégué siège de plein droit dans la commission d'instruction et dans la commission de surveillance des écoles normales. Un ecclésiastique à nommer par le Gouvernement, sur la proposition du chef du culte, fait partie de la commission scolaire instituée dans chaque commune.

Ce n'est pas là un vain simulacre d'influence, et on ne saurait faire à la nouvelle loi le reproche d'assigner au clergé un rôle subalterne dans l'organisme de l'enseignement primaire.

En l'absence de propositions de la part des ministres du culte concernant la fixation des heures de religion, les administrations communales ont le devoir d'y procéder dans les limites tracées par l'art. 26 de la loi ainsi que par notre instruction du 18 août 1912.

Le nombre des leçons de religion sera de

Religions- und Moralunterricht den ersten Platz im Lehrplan anweist. Der Lehrer darf nicht zerstören, was der Geistliche kraft der gesetzlichen Vorschriften aufgerichtet hat; es darf die eine Hand nicht niederreißen, was die andere aufgebaut hat."

Die Primärschule, wie sie durch das neue Gesetz organisiert wird, ist weder neutral noch religionsfeindlich. Folglich wird die Schule in vollständiger Übereinstimmung mit den Anschauungen und den Überzeugungen der luxemburgischen Familien bleiben.

Wenn Art. 26 dem Familienvater das Recht gewährt, sein Kind vom Religionsunterricht entbinden zu lassen, so geschieht dies auf Grund der Gewissensfreiheit, welche durch unsere Verfassung gewährleistet wird. Es handelt sich also hier keineswegs um eine Neuerung. Jedem Familienvater steht es zu, seine Kinder in der Religion erziehen zu lassen, die ihm als die wahre gilt. Dieses Recht würde selbst dann existieren, wenn das neue Gesetz keine besondere Bestimmung darüber enthalten würde. Der Text des Art. 26 hebt den obligatorischen Charakter des Religionsunterrichtes in keinerlei Weise auf.

Religiöse Belehrung und Erziehung sind somit durch das neue Gesetz nicht an der Schule verboten.

Übrigens sichert das Gesetz vom 10. August 1912 der Geistlichkeit einen bedeutenden Einfluß in unserm Primärunterrichtswesen. Der Bischof oder sein Vertreter hat von Rechts wegen Sitz und Stimme in der Unterrichtscommission sowie in der Überwachungskommission der Normal-schulen. In jeder Gemeinde wird auf den Vorschlag des Bischofs, ein Geistlicher zum Mitglied der Schulkommission ernannt.

Dieser Einfluß ist gewiß kein leerer Schein, und der Vorwurf, das neue Gesetz weise der Geistlichkeit im Volksschulwesen nur eine untergeordnete Rolle an, ist hinfällig.

In Ermangelung von Vorschlägen seitens der Geistlichen in bezug auf die Festsetzung der Religionsstunden, haben die Gemeindeverwaltungen die Religionsstunden in dem durch meine Instruktionen vom 18. August 1912 angegebenen Grenzen festzusetzen.

Die Zahl der Religionsstunden beträgt vier

quatre par semaine et par école; elles seront données pour autant que possible à la fin du temps de classe. Si le ministre du culte ne se présente pas à l'école aux heures fixées pour son enseignement, les autorités communales pourront congédier les élèves. Cependant aucune entrave ne devra être mise à l'enseignement religieux par le fait que durant ces heures les élèves serrien gardés en classe; au contraire les administrations communales auront soin de faciliter dans la mesure du possible la tenue des heures de religion, à la condition, bien entendu, que la marche régulière des études et l'enseignement des branches profanes ne viennent à en souffrir.

A cette occasion, nous croyons devoir rappeler notre instruction du 18 août 1912, en insistant surtout sur la finale, qui a la teneur suivante: « La nouvelle loi est une loi de progrès et de juste milieu. Elle doit être exécutée dans l'esprit dans lequel elle a été conçue, c'est-à-dire dans un esprit de conciliation. Que ceux qui sont appelés à coopérer à l'instruction et à l'éducation de notre jeunesse se pénètrent bien de cette pensée qu'ils ont un devoir sacré à remplir envers la patrie. En se conformant consciencieusement aux prescriptions de la loi, en s'acquittant de leurs devoirs avec zèle et dévouement, ils mettront à couvert les graves responsabilités qui leur incombent. L'exécution franche et loyale de cette loi s'impose. Ce n'est qu'à ce prix qu'elle atteindra l'unique but qu'elle poursuit qui est celui de sauvegarder les grands intérêts intellectuels, religieux, moraux et économiques dont le dépôt est confié à nos pouvoirs publics ».

MM. les bourgmestres sont invités à faire remettre à domicile la présente instruction aux pères de famille ayant des enfants en âge de scolarité.

A ces fins, des imprimés seront adressés en nombre suffisant aux autorités locales qui les feront distribuer par l'appariteur communal.

Luxembourg, le 4 octobre 1912.

Le Directeur général de l'intérieur.
BRAUN.

pro Woche und pro Schule; dieselben werden wöchentlich auf den Schluß der Schulzeit verlegt. Sollte der Geistliche sich nicht an den festgesetzten Stunden in der Schule einfinden, so steht es der Gemeindebehörde frei, die Schüler zu entlassen; es dürfen dadurch, daß die Kinder eventuell während dieser Zeit in der Schule zurückgehalten werden, bei Erteilung des Religionsunterrichtes keinerlei Schwierigkeiten bereitet werden. Die Gemeindeverwaltungen sollen bestrebt sein, die Abhaltung der Religionsstunden nach Möglichkeit zu erleichtern, ohne daß indes der regelmäßige Studiengang und der Unterricht in den Profanfächern darunter leide.

Bei dieser Gelegenheit glaube ich auf meine Instruktionen vom 18. August 1912 hinweisen zu müssen, deren Schlußwort lautet:

„Das neue Gesetz ist ein Gesetz des Fortschrittes und der richtigen Mitte. Bei der Ausführung desselben soll derselbe Geist walten, in dem es geboren wurde, d. h. der Geist der Verschönlichkeit. Alle, welche berufen sind, am Unterricht und an der Erziehung unserer Jugend mitzuwirken, mögen sich von dem Gedanken durchdringen, daß sie dem Vaterlande gegenüber eine heilige Pflicht zu erfüllen haben. Wenn sie die Vorschriften des Gesetzes gewissenhaft befolgen und ihres Amtes walten mit Pflichttreue und Hingebung, so werden sie die schwere Verantwortung, die auf ihnen lastet, mit Leichtigkeit tragen. Eine offene und loyale Ausführung des Gesetzes ergibt sich als eine unabwendbare Notwendigkeit. Nur unter dieser Bedingung wird dasselbe das alleinige von ihm angestrebte Ziel erreichen und die großen geistigen, religiösen, sittlichen und wirtschaftlichen Güter unseres Volkes hochhalten, deren Wahrung unseren öffentlichen Gewalten anvertraut ist.“

Die HH. Bürgermeister sind ersucht, gegenwärtige Instruktionen sämtlichen Vätern schulpflichtiger Kinder ins Haus zustellen zu lassen.

Zu diesem Zwecke werden den Lokalbehörden die erforderlichen Druckschriften zugesandt.

Luxembourg, den 4. Oktober 1912.

Der General-Direktor des Innern,
B r a u n.